

République Islamique de Mauritanie
Présidence de la République

Honneur - Fraternité - Justice

Visa : DGLTEJO



Loi N° **modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 2010-033 du 20 juillet 2010 portant Code des Hydrocarbures Bruts.**

L'Assemblée Nationale et le Senat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles 6, 18, 19, 20, 44, 45, 83 et 110 sont abrogées et remplacées ainsi qu'il suit :

Article 6 (nouveau) : L'Entreprise nationale est chargée de gérer toute participation que l'Etat décide de prendre dans les droits et intérêts des contractants en application de l'article 44 ci-dessous.

Article 18 (nouveau) : Le Contrat d'exploration-production est, en principe, conclu suite à un appel à la concurrence conformément aux procédures établies par voie réglementaire.

Une commission technique multidisciplinaire est mise en place à l'occasion de chaque appel à la concurrence pour assister le Ministre dans l'évaluation des offres et la négociation des contrats d'exploration-production. La composition, les missions et les modalités de fonctionnement de cette commission sont fixées par arrêté du Ministre.

Un décret pris en Conseil des Ministres définira les zones ouvertes à la concurrence.

Les Contrats d'exploration-production sont établis sur la base d'un Contrat-type d'exploration-production approuvé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Ministre peut, sur rapport motivé, et après autorisation du Conseil des Ministres, déroger à la procédure d'appel à la concurrence.

Article 19 (nouveau) : Le Contrat d'exploration-production est signé par le Ministre au nom de l'Etat et par le Contractant. Le Contrat d'exploration-production ainsi que ses avenants sont approuvés par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Gouvernement est tenu de présenter au parlement un rapport au sujet de tout Contrat d'exploration-production au cours de la session qui suit son approbation par le Conseil des Ministres.

Article 20 (nouveau) : La durée du Contrat d'exploration-production comprend deux (2) périodes successives :

1° Une période de recherche qui, sous réserve des extensions prévues par les articles 21 et 22 ci-dessous, ne peut dépasser dix (10) ans à compter de la date d'entrée en vigueur, et qui comprend trois (3) phases dont la durée est fixée au Contrat d'exploration-production.

2° Une période d'exploitation qui ne peut dépasser vingt-cinq (25) ans si l'exploitation porte sur des gisements de pétrole brut et trente (30) ans si l'exploitation porte sur des gisements de gaz sec, sous réserve toutefois que le Contrat d'exploration-production peut prévoir une prorogation d'une durée maximale de dix (10) ans sur demande motivée du Contractant si, à l'issue de la période d'exploitation initiale, une exploitation commerciale s'avère possible.

Il est toutefois possible qu'un Contrat d'exploration-production puisse être conclu, conformément à l'article 17 ci-dessus, sur un périmètre de recherche englobant une ou plusieurs découverte (s) rendue (s) ou abandonnée(s). Dans ce cas, la période de recherche et la période d'exploitation seront fixées d'un commun accord entre l'Etat et le Contractant dans les limites des durées stipulées aux alinéas 1° et 2° ci-dessus.

Article 44 (nouveau) : Chaque Contrat d'exploration-production doit prévoir une participation de l'Etat de dix pour cent (10%) dans les droits et obligations du Contractant dans le périmètre de recherche, qui prendra effet dès la date de signature du Contrat d'exploration-production. Le Contractant, autre que l'Entreprise nationale, finance la part de l'Etat dans tous les coûts liés à l'exploration.

En outre, chaque Contrat d'exploration-production doit contenir une clause conférant à l'Etat une option de participation aux droits et obligations du Contractant dans tout périmètre d'exploitation. Le Contrat d'exploration-production prévoit les modalités d'exercice de cette option et précise le pourcentage maximum de la participation que l'Etat peut ainsi acquérir dans un périmètre d'exploitation, sous réserve que ce pourcentage soit au moins égal à dix pour cent (10%).

Pour chaque périmètre d'exploitation où l'option est exercée, l'Etat prend en charge au prorata de sa participation tous les coûts pétroliers encourus dans ledit périmètre d'exploitation à compter de la prise d'effet de sa participation et rembourse au Contractant, autre que l'Entreprise nationale, au prorata de sa participation, les coûts pétroliers antérieurement encourus dans ledit périmètre et non-encore récupérés dans les conditions et modalités précisées dans le Contrat d'exploration-production.

Lors de toute prise de participation visée ci-dessus, l'Entreprise nationale et les autres entités constituant le Contractant doivent conclure un accord d'association qui définira leurs droits et obligations respectifs et les règles de conduite et de supervision des opérations conjointes, en prévoyant en particulier l'établissement d'un comité de direction et la désignation d'un opérateur.

Article 45 (nouveau) : Si le contractant est composé de plusieurs entités, elles agissent à titre conjoint et solidaire. Toutefois, l'Entreprise nationale sera individuellement responsable vis-à-vis de l'Etat de ses obligations telles que prévues au Contrat d'exploration-production. Toute défaillance de l'Entreprise nationale à exécuter une quelconque de ses obligations ne sera pas considérée comme défaillance des autres entités constituant le Contractant et ne pourra en aucun cas être invoquée par l'Etat pour annuler le Contrat d'exploration-production. L'association de l'Entreprise nationale au Contractant, ne saurait, en aucun cas, annuler ni affecter les droits des autres entités constituant le Contractant à recourir à la clause d'arbitrage prévue à l'article 49 ci-dessous.

Article 83 (nouveau) : Les contractants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon le régime de droit commun, sous réserve des dispositions ci-après :

1° Les exportations d'hydrocarbures sont soumises à la TVA au taux zéro ;

2° Les achats locaux de biens et de services directement liés aux opérations pétrolières sont soumis à la TVA au taux zéro ;

3° Les importations sont soumises à la TVA soit au taux zéro pour tout matériel ou équipement directement nécessaires à la bonne exécution des opérations pétrolières, soit à une admission temporaire en suspension de TVA pour les biens admis à ce régime en matière douanière conformément à l'article 91 de la présente loi ;

4° Tout crédit de TVA remboursable selon la réglementation en vigueur et ayant grevé les achats locaux et les importations est, après vérification, remboursé dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la demande de remboursement.

Article 110 (nouveau) : Les contrats de partage de production signés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que leurs avenants restent soumis aux dispositions qui y sont contenues.

Les avenants auxdits contrats de partage de production sont approuvés par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 2 : la présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

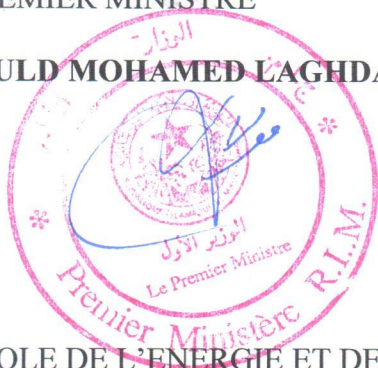
Nouakchott le..... 25 OCT 2011

MOHAMED OULD ABDEL AZIZ



LE PREMIER MINISTRE

DR. MOULAY OULD MOHAMED LAGHDAF



LE MINISTRE DU PETROLE DE L'ENERGIE ET DES MINES

TALEB ABDIVALL



شرف - إخاء - عدل



الجمهورية الإسلامية الموريتانية
رئاسة الجمهورية

تأشير: م.ع.ت.ن.ج.ر

044 - 2011

قانون رقم
يعدل بعض أحكام القانون رقم 033-2010 بتاريخ 20 يوليو 2010
المتضمن مدونة المحروقات الخام

بعد مصادقة الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ،
يصدر رئيس الجمهورية القانون التالي :

المادة الأولى : تلغى أحكام المواد 6، 18، 19، 20، 44، 45، 83، 110 من القانون رقم 033-2010 بتاريخ 20 يوليو 2010 المتضمن مدونة المحروقات الخام وتستبدل كما يلي:

المادة 6 (جديدة) : تكلف المؤسسة الوطنية، بتسيير كل مساهمة تقرر الدولة حيازتها من حقوق وفوائد المتعاقدين، تطبيقا للمادة 44 أدناه.

المادة 18 (جديدة) : يتم إبرام عقد "الاستكشاف - الإنتاج"، مبدئيا، إثر دعوة للمنافسة طبقا للإجراءات المحددة بالطرق التنظيمية.

تشكل لجنة فنية متعددة الاختصاصات عند كل إعلان للمنافسة، لمساعدة الوزير في تقييم العروض والتفاوض حول عقود "الاستكشاف - الإنتاج". تحدد تشكيلة ومهام و طرق سير عمل هذه اللجنة بواسطة مقرر صادر عن الوزير.

يتم تحديد المناطق المفتوحة للمناقصة بموجب مرسوم صادر عن مجلس الوزراء.
يتم إعداد عقود "الاستكشاف - الإنتاج"، بناء على عقد نموذجي للاستكشاف و الإنتاج مصادق عليه بموجب مرسوم صادر عن مجلس الوزراء.

يجوز للوزير، بناء على تقرير معمل و بعد ترخيص من مجلس الوزراء، الخروج على مسطرة الدعوة للمنافسة.

المادة 19 (جديدة): يوقع عقد "الاستكشاف - الإنتاج" من طرف الوزير باسم الدولة، و من طرف المتعاقد. ويصادق على عقد الاستكشاف - الإنتاج وكذلك ملحقاته بمرسوم صادر عن مجلس الوزراء.

و تلزم الحكومة بتقديم تقرير للبرلمان حول كل عقد استكشاف - إنتاج، خلال الدورة البرلمانية التي تلي المصادقة عليه من طرف مجلس الوزراء.

المادة 20: (جديدة) تتضمن مدة عقد "الاستكشاف - الإنتاج" فترتين (2) متتاليتين:

1. فترة البحث التي لا يمكن، إلا في حالة التمديدات المقررة في المادتين 21 و 22 أدناه، أن تتجاوز عشر سنوات (10 سنوات) اعتبارا من تاريخ دخول حيز التنفيذ. وتشمل فترة البحث ثلاث مراحل (3) تحدد مدتها في عقد "الاستكشاف - الإنتاج".
 2. فترة الاستغلال ولا يمكن أن تتجاوز 25 سنة إذا كان المستغل مكمنا للنفط وثلاثين (30 سنة) إذا كان المستغل مكمنا للغاز الجاف. غير أن عقد "الاستكشاف - الإنتاج"، يمكن أن يقتضي تمديدا مدته القصوى عشر سنوات (10)، بناء على طلب مبرر من المتعاقد، إذا تبين عند نهاية فترة الاستغلال الأولية أن استغلالا تجاريا لا يزال ممكنا.
- غير أنه يمكن أن يبرم عقد استكشاف-إنتاج طبقا للمادة 17 أعلاه على محيط بحث يشمل على واحد أو أكثر من الاكتشافات المعادة أو المتخلى عنها. وفي هذه الحالة تحدد فترة البحث و فترة الاستغلال باتفاق بين الدولة و المتعاقد في حدود الآجال المشار إليها في الفقرتين 1 و 2 أعلاه.

المادة 44: (جديدة) يجب أن ينص كل عقد استكشاف -إنتاج على مشاركة للدولة بنسبة (10%) عشرة في المائة في حقوق و التزامات المتعاقد داخل محيط البحث، وتبدأ هذه المشاركة من تاريخ توقيع عقد استكشاف-إنتاج.

يمول المتعاقد باستثناء الشركة الوطنية حصة الدولة من جميع التكاليف المرتبطة بالاستكشاف

كما يجب أن يتضمن عقد استكشاف-إنتاج بندا يمنح الدولة خيار المشاركة في حقوق و التزامات المتعاقد في كل محيط استغلال. يتضمن عقد استكشاف-إنتاج طرق ممارسة هذا الخيار و يحدد النسبة المئوية القصوى للمشاركة التي يمكن للدولة الحصول عليها داخل محيط الاستغلال، شريطة أن لا تقل هذه النسبة عن عشرة في المائة (10%).

تتحمل الدولة، بالنسبة لكل محيط استغلال، يمارس فيه هذا الخيار، و بالتناسب مع مشاركتها كافة التكاليف النفطية المحتملة في محيط الاستغلال المعني اعتبارا من نفاذ

مشاركتها وتسدد التكاليف التي تحملها المتعاقد سلفا في نفس المحيط ولم تستعد بعد و ذلك حسب الشروط والطرق الموضحة في عقد "الاستكشاف . الإنتاج".

عند كل من المشاركتين المشار إليها أعلاه، يجب على المؤسسة الوطنية و الهيئات المكونة للمتعاقد، أن تبرم اتفاق شراكة يحدد حقوقهم والتزاماتهم وقواعد القيادة والإشراف على العمليات النفطية، وبالنص -خصوصا- على إقامة لجنة إدارة وتعيين متعامل.

المادة 45: (جديدة) إذا كان المتعاقد يتكون من عدة هيئات، فإنها تتصرف بصفة مشتركة وتضامنية. إلا أن المؤسسة الوطنية تعتبر مسئولة بصفة فردية أمام الدولة عن جميع التزاماتها المنصوص عليها في عقد استكشاف-إنتاج. و لن يعتبر أي عجز للمؤسسة الوطنية عن تنفيذ أي من التزاماتها عجزا لباقي الهيئات المكونة للمتعاقد ولا يمكن للدولة في أي حال من الأحوال التذرع به لفسخ عقد استكشاف-إنتاج. إن تشارك المؤسسة الوطنية مع المتعاقد لا يلغي ولا يؤثر في أي حال من الأحوال على حق الهيئات الأخرى المكونة للمتعاقد في اللجوء إلى بند التحكيم المنصوص عليه في المادة 49 أدناه.

المادة 83: (جديدة) يخضع المتعاقدون للضريبة على القيمة المضافة وفق نظام القانون العام مع مراعاة الترتيبات التالية:-

- 1- يخضع تصدير المحروقات للضريبة على القيمة المضافة بنسبة صفر ،
- 2- تخضع المشتريات المحلية للسلع والخدمات المرتبطة مباشرة بالعمليات النفطية للضريبة على القيمة المضافة بنسبة صفر،
- 3- تخضع الواردات للضريبة على القيمة المضافة إما بنسبة صفر بالنسبة للمعدات و التجهيزات الضرورية مباشرة للانجاز الجيد للعمليات النفطية و إما لإدخال مؤقت، مع تعليق الضريبة على القيمة المضافة بالنسبة للسلع المقبولة في هذا النظام في المجال الجمركي، طبقا للمادة 91 من هذا القانون،
- 4- كل ائتمان للضريبة على القيمة المضافة، قابل للتعويض وفق النظام المعمول به، وبعد تحمل المشتريات المحلية و الواردات، وبعد التحقق من ذلك يتم التعويض خلال التسعين (90) يوما التي تلي طلب التعويض.

المادة 110 (جديدة) : تبقى عقود الإنتاج الموقعة قبل دخول هذا القانون حيز التنفيذ وكذلك ملحقاتها، خاضعة للترتيبات التي تتضمنها.
يصادق على ملحقات العقود المذكورة بواسطة مرسوم متخذ في مجلس الوزراء.

المادة 2 : ينفذ هذا القانون باعتباره قانونا للدولة وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

نواكشوط 2.5 OCT 2011

محمد ولد عبد العزيز

الوزير الأول
الدكتور مولاي ولد محمد الأغظف

وزير النفط والطاقة والمعادن
الطالب عبيدي فال

